

Amnesty International : Israël : il faut un embargo sur les armes car l'armée, illégalement, tue et mutilé les manifestants à Gaza



28 avril | [Amnesty International](#) | [Traduction JPP pour l'AURDIP](#) | [Rapports en English](#)

Amnesty International – 27 avril 2018

Israël commet une agression meurtrière contre les Palestiniens qui manifestent, avec ses forces armées qui tuent et mutilent des manifestants qui ne représentent pour eux aucune menace imminente, a révélé aujourd'hui Amnesty International en se basant sur ses dernières recherches, alors que les manifestations de la « Grande Marche du retour » se poursuivent dans la bande de Gaza.

L'armée israélienne a tué 35 Palestiniens et en a blessés plus de 5500 – certains avec ce qui semble être des blessures entraînant des invalidités permanentes infligées délibérément – lors des manifestations hebdomadaires du vendredi commencées le 30 mars.

Amnesty International a réitéré son appel aux gouvernements du monde entier pour qu'ils imposent un embargo total sur les armes à Israël, après la façon dont ce pays a réagi aux manifestations de masse le long de la frontière qui sépare la bande de Gaza d'Israël.

« Durant quatre semaines, le monde a vu avec horreur les tireurs d'élite et d'autres soldats israéliens, en tenue de protection complète et postés derrière la clôture, attaquer les manifestants palestiniens avec des balles réelles et des gaz lacrymogènes. En dépit d'une large condamnation internationale, l'armée israélienne n'a pas renoncé à ses ordres illégaux de tirer sur des manifestants désarmés » affirme Magdalena Mughrabi, directrice régionale adjointe pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à Amnesty International.

« Le temps des déclarations symboliques de condamnation est dépassé. La communauté internationale se doit d'agir concrètement et d'arrêter de livrer des armes et des équipements militaires à Israël. Y faillir la ferait continuer à alimenter les violations graves des droits humains contre ces milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui souffrent des conséquences de la vie sous le blocus cruel de Gaza par Israël. Cette population ne fait que manifester contre des conditions insupportables pour elle, et exiger le respect de son droit au retour dans ses foyers et villes dans ce qui est devenu Israël ».

Les États-Unis sont de loin le principal fournisseur d'Israël en équipements et technologies militaires, avec l'engagement de fournir pour 38 milliards de dollars d'aides militaires au cours des dix prochaines années. Mais d'autres pays, notamment des États membres de l'Union européenne, comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie, ont eux aussi autorisé de grandes quantités d'équipements militaires pour Israël.

Des manifestants tués dans le dos

Dans la plupart des cas mortels analysés par Amnesty International, les victimes ont été touchées dans la partie haute du corps, notamment la tête et la poitrine, et certaines dans le dos. Des témoins oculaires, des vidéos et des photographies apportent la preuve que beaucoup ont été tués ou blessés de façon délibérée alors qu'elles ne représentaient aucune menace immédiate pour les soldats israéliens.

Parmi les victimes figure le footballeur Mohammad Khalil Obeid, 23 ans, atteint par des balles dans les deux genoux alors qu'il se filmait, le dos tourné à la clôture frontalière, lors d'une manifestation à l'est du camp Al-Brej, le 30 mars.

La [vidéo](#), publiée sur les médias sociaux, montre l'instant où il a été abattu. Dans le film, il apparaît dans une zone à l'écart, loin de la clôture, et semble ne constituer aucune menace pour la vie des soldats israéliens. Aujourd'hui, il a besoin d'une opération pour remplacer ses genoux et lui permettre de remarcher.

« En tant que joueur palestinien, ma vie a été détruite... Je rêvais de jouer au football à l'étranger, et de hisser le drapeau palestinien à l'étranger (pour montrer) que nous ne sommes pas des terroristes », a-t-il déclaré à Amnesty International.

« Nous voulions transmettre notre message à toutes les organisations, à tous les pays et chefs d'États, pour qu'ils voient ce qui nous arrive, parce que personne ne l'accepterait, où que ce soit dans le monde ».

Des blessures jamais vues depuis la guerre

Des médecins d'hôpitaux européens et de l'hôpital Shifa à Gaza ont déclaré à Amnesty International que beaucoup des graves blessures dont ils ont été les témoins touchent les membres inférieurs, notamment les genoux, typiques de blessures de guerre, et qu'ils n'avaient pas vues depuis le conflit de 2014 contre Gaza.

Beaucoup ont subi des lésions osseuses et tissulaires, ainsi que des plaies importantes mesurant entre 10 et 15 millimètres, et ils devront faire face à de nouvelles complications, infections et à certaines formes de incapacité physiques, telles que la paralysie ou l'amputation. Les informations faisant état d'un nombre élevé de blessures aux genoux, ce qui augmente la probabilité de la fragmentation des balles, sont particulièrement préoccupantes. Si cela était avéré, cela voudrait dire que l'armée israélienne avait l'intention

d'infliger des blessures entraînant des invalidités permanentes.

Les médecins ont dit également avoir observé un autre type de blessures dévastatrices, caractérisées par de grandes cavités internes, avec du plastique laissé à l'intérieur du corps mais sans plaies extérieures.

Selon des experts militaires, et un pathologiste en médecine légale, qui ont examiné les photos de ces blessures obtenues par Amnesty International, beaucoup de ces blessures observées par les médecins dans Gaza correspondent à des blessures causées par les fusils Tavor, fusils à haute vitesse et de fabrication israélienne qui utilisent des munitions de guerre de calibre 5,56 mm. D'autres blessures portent la marque des fusils pour tireurs d'élite M24 Remington, de fabrication états-unienne, qui tirent des balles de chasse de calibre 7,62 qui se développent et se propagent à l'intérieur du corps.

Selon une récente déclaration de [Médecins sans frontières](#), la moitié des plus de 500 patients admis dans leurs cliniques ont été soignés pour des blessures « où la balle avait littéralement détruit les tissus après avoir pulvérisé l'os ». Cette information a été confirmée tant par des ONGs humanitaires que par des témoignages recueillis auprès de médecins par des groupes palestiniens de défense des droits de l'homme à Gaza.

« La nature de ces blessures montre que les soldats israéliens utilisent des armes militaires à grande vitesse, conçues pour causer le maximum de dommages à des manifestants palestiniens qui ne représentent aucune menace imminente pour eux. Ces tentatives apparemment délibérées pour tuer et mutiler sont profondément préoccupantes, sans parler de leur totale illégalité. Certains de ces cas semblent équivaloir à des meurtres volontaires, ce qui constitue une grave violation des Conventions de Genève et un crime de guerre » affirme Magdalena Mughrabi.

« À moins qu'Israël ne garantisse des enquêtes efficaces et indépendantes, conduisant à des poursuites pénales contre les responsables, la Cour pénale internationale se doit d'ouvrir une enquête officielle sur ces meurtres et blessures graves, en tant que possibles crimes de guerre, et de veiller à ce que leurs auteurs soient traduits en justice ».

Selon le ministère de la Santé de Gaza, au 26 avril, le nombre total des blessés est estimé à 5511 – 592 enfants, 192 femmes et 4727 hommes – avec 1738 blessures par balles réelles. Environ la moitié des personnes admises dans les hôpitaux souffraient de blessures aux jambes et aux genoux, tandis que 225 autres avaient été touchées au cou et à la tête, 142 autres l'étaient dans l'abdomen et le bassin, et 115 dans la poitrine et le dos. Jusqu'à présent, les blessures ont entraîné 18 amputations.

Quatre enfants âgés entre 14 et 17 ans font partie de ces morts à la suite de blessures durant les manifestations. Deux journalistes ont également été tués par balles, alors qu'ils portaient tous deux des gilets de protection qui les identifiaient clairement comme membres de la presse, et plusieurs autres ont été blessés.

Les hôpitaux de Gaza ont eu du mal à faire face à ce grand nombre de victimes en raison des pénuries de fournitures médicales, d'électricité et de carburant, causées par le blocus israélien et exacerbées par la

division intra-palestinienne. Dans le même temps, Israël a retardé ou refusé le transfert de certains patients qui avaient besoin d'urgence d'un traitement médical spécialisé disponible en d'autres parties des territoires palestiniens, en raison de leur participation aux manifestations.

Dans [un cas](#) documenté par Amnesty International, un journaliste de 20 ans, Yousef all-Kronz, a dû être amputé de la jambe gauche après que les autorités israéliennes [lui ont refusé](#) l'autorisation de se rendre à Ramallah, en Cisjordanie occupée, pour y recevoir des soins en urgence. Il a finalement été autorisé à partir pour une opération qui lui a sauvé son autre jambe, après une intervention juridique de groupes de défense des droits humains.

Des auxiliaires médicaux de Gaza ont fait part à Amnesty International de leurs difficultés à évacuer les manifestants blessés à cause des grenades lacrymogène lancées par l'armée israélienne à proximité des hôpitaux de campagne.

Des meurtres illégaux et des blessures entraînant des invalidités permanentes

Les organisateurs de la « Grande Marche du retour » ont déclaré à plusieurs reprises que les manifestations ont des intentions pacifiques, et qu'il s'agit pour l'essentiel de sit-in, concerts, jeux sportifs, discours et autres activités pacifiques.

Malgré cela, l'armée israélienne a renforcé ses effectifs – déployant chars, véhicules militaires, soldats et tireurs d'élite le long de la clôture de Gaza – et elle a donné l'ordre de tirer sur quiconque se trouvait dans un rayon de plusieurs centaines de mètres de la clôture.

Si quelques manifestants ont tenté de s'approcher de la clôture, lancé des pierres ou des pneus brûlés en direction de soldats israéliens, des vidéos de médias sociaux et des témoignages oculaires recueillis par Amnesty International, des groupes palestiniens et israéliens des droits humains, montrent que les soldats israéliens ont tiré sur des manifestants non armés, des passants, des journalistes et des équipes médicales qui se trouvaient à environ 150–400 mètres de la clôture, alors qu'ils ne représentaient aucune menace.

Dans un recours demandant à la Cour suprême israélienne d'ordonner à l'armée israélienne de cesser d'utiliser des balles réelles pour disperser les manifestants, les groupes des droits de l'homme Adalah et Al Mezan en ont apporté la preuve avec [12 vidéos](#) publiées sur les médias sociaux qui montrent des manifestants non armés, dont des femmes et des enfants, pris pour cibles par l'armée israélienne. En certains cas, les gens sont abattus alors qu'ils [brandissent le drapeau palestinien](#) ou qu'ils [courent pour s'éloigner](#) de la clôture.

[Une vidéo](#) largement diffusée sur les médias sociaux montre Abd Al-Fattah Abd Al-Nabi, 19 ans, abattu le 30 mars alors qu'il s'éloigne de la clôture en tenant un pneu, le dos tourné aux soldats israéliens. Il a été tué d'une balle dans la nuque. Le vendredi 20 avril, Mohammad Ayyoub, 14 ans, a lui aussi été tué par une balle dans l'arrière de la tête.

Le contexte

Au cours des onze dernières années, les civils de la bande de Gaza ont souffert des conséquences dévastatrices du blocus illégal d'Israël, et de trois

guerres. Avec, comme résultat, une économie de Gaza qui a fortement déclinée, laissant sa population presque entièrement dépendante de l'aide internationale. Gaza a maintenant le taux de chômage le plus élevé au monde avec 44 %. Quatre ans après le conflit de 2014, quelque 22 000 personnes sont toujours déplacées.

En janvier 2015, le bureau de la procureure de la Cour pénale internationale a ouvert un examen préliminaire de la situation dans les territoires palestiniens occupés, examinant plus particulièrement les allégations de crimes commis depuis le 13 juin 2014.

Amnesty International a également demandé à tous les États d'imposer un embargo total sur les armes à Israël, ainsi qu'aux groupes armés palestiniens, dans le but d'empêcher les violations du droit humanitaire international et des droits de l'homme par toutes les parties.

Depuis le 30 mars, en plus des manifestants, sept autres Palestiniens ont été tués par des frappes aériennes israéliennes, des tirs d'artillerie ou des munitions de guerre, notamment un agriculteur qui moissonnait sur ses terres près de la clôture, et six membres de groupes armés palestiniens.